



SALAIRES, POSTES, CONDITIONS DE TRAVAIL, RÉFORMES : ÉDUCATION EN DANGER : TOUS EN GRÈVE LE 1^{er} FÉVRIER !

Communiqué de presse intersyndical

23 janvier 2024

Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte de crises multiples dont les conséquences sont accentuées par les réformes néfastes menées ces dernières années. Les gouvernements successifs qui se sont succédé depuis 2017 poursuivent la même politique éducative qui se traduit par la casse du service public d'Éducation.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. **Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels** dans ce contexte de forte inflation, ainsi que l'abandon du pacte dont l'échec est confirmé par de nombreux signes. Les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation. Sa mise en œuvre a également profondément divisé les équipes, d'autant plus que qu'il a donné lieu à des pressions ou interprétations contraires aux textes réglementaires dans le seul but de faire du chiffre et de le sauver. **Par ailleurs, le ministre s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.**

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- **la défense de l'enseignement spécialisé et adapté**, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,
- **Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH avec des recrutements à hauteur des besoins.**
- **L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive** (statut d'emploi « d'Accompagnant à la réussite éducative (ARE) » fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de mettre la main sur les notifications MDPH).

Le gouvernement, s'il veut vraiment faire de l'Éducation Nationale une priorité, doit renoncer aux suppressions de postes d'enseignants prévues. Cela permettrait notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. Il faudrait également recruter davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles ... La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux.

D'après les prévisions de janvier 2024, le département de la Meuse devra encore rendre des moyens à la rentrée 2024 : 21 fermetures de classes dans les écoles et 222h de dotations en moins pour les lycées généraux & technologiques, soit au total l'équivalent de **33 postes d'enseignants**. Un effort serait fait pour les dotations des collèges et des lycées professionnels (+128h) dont on peut se demander comment il se concrétisera : il y a fort à parier que l'institution préférera imposer des heures supplémentaires plutôt que de créer des postes. **Au total ce sont 174 postes d'enseignants qui seront supprimés dans l'académie.**

Par ailleurs aucune création de poste pour les vies scolaires et encore des suppressions du côté des services administratifs et techniques (**9 sur le plan académique**).

Depuis quelques années, l'institution prétend que la ruralité fait l'objet d'une attention particulière. En Meuse cela ne correspond pas du tout au ressenti des personnels officiant dans les établissements scolaires publics. Les interventions multiples dans notre département de la « brigade numérique de remplacement » sont pour nous la concrétisation du fait que **l'institution admet le problème d'attractivité du métier d'enseignant mais renonce à y remédier**. Qui paye l'addition ? L'élève meusien ...

Par ailleurs, **les réformes en cours et les mesures annoncées, en particulier celles correspondant au « Choc des savoirs », dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et agrave les inégalités**. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant·es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves. **Nos organisations en exigent le retrait !**

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC FP – FO et CGT Educ'action appellent les personnels travaillant dans les établissements scolaires publics, titulaires et contractuels, à s'engager dans l'action et à faire grève le jeudi 1^{er} février pour exiger une autre politique éducative, des créations de postes, ainsi que des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières.

En Meuse, un rassemblement est prévu à partir de 12h00 devant les bureaux de l'IEN à Verdun (Rue Saint-Michel – Espace Driant).